
La souveraineté alimentaire et les luttes pour le territoire et les forêts

Le 16 octobre est marqué par la Journée Mondiale pour la Souveraineté Alimentaire. Lors de sa dernière conférence internationale en Indonésie, en juin dernier, Via Campesina a qualifié la souveraineté alimentaire de « notre alternative mondiale », aussi bien pour les paysans que pour la société comme un tout. Mettre l'accent sur ce thème est d'autant plus justifié que les menaces sont nombreuses.

Les groupes d'entreprises transnationaux représentent la plus grande menace mondiale en raison de leur « faim » insatiable pour toujours plus de terres et toujours plus de « ressources naturelles ». Pour tenter de « contrôler » leurs actions, des instruments tels que la « certification » et les « sauvegardes » sont proposées, généralement volontairement, par des banques, des gouvernements et de grandes ONG préservationnistes. Ces dernières peuvent par exemple suggérer le respect des droits territoriaux et des modes de vie des communautés ou exiger le consentement des communautés touchées par les actions des entreprises.

Si les entreprises ne voient pas les « certifications »/« sauvegardes » comme des obstacles majeurs, c'est notamment parce que leur alliance avec les gouvernements nationaux demeure forte et puissante. Elles peuvent imposer leurs activités parce qu'elles disposent de concessions gouvernementales de territoires et forêts communautaires sans que personne de la communauté n'en ait été informé ou n'ait donné son consentement. Cette stratégie est devenue la règle en dépit des « certifications » et « sauvegardes » existantes. Une autre tactique entrepreneuriale pour dribbler les droits communautaires consiste à prendre le contrôle de terres agricoles sans s'en approprier. Par exemple, des entreprises séduisent des paysans avec des propositions prometteuses en termes de revenu ; elles leur demandent de planter des monocultures sur leurs terres avec pour obligation d'approvisionner l'usine de l'entreprise, supposée « respecter » les droits de la communauté à la terre et « partager » les bénéfices ».

Or, les entreprises sortent très largement gagnantes avec ce type de contrats généralement individuels avec les autochtones. Ces formes de sous-traitance vont mettre en péril la souveraineté alimentaire des communautés qui s'y engagent et celle des populations voisines. Comme l'atteste la réalité actuelle de différentes régions d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, où il y a une forte expansion de l'*agrobusiness*, la tendance est à la réduction de la production locale d'aliments et à l'augmentation des prix des aliments localement disponibles – qui viennent de plus en plus de l'étranger. Pour les entreprises en général, le processus est excellent parce qu'il favorise le marché lucratif d'aliments sur lequel elles exercent leur contrôle ; mais pour les autochtones, les conséquences sont très perverses et affectent en plein la souveraineté alimentaire.

Historiquement, des communautés paysannes ont réussi à garantir leur souveraineté alimentaire en adoptant des modes de vie liés au contrôle sur le territoire et sur les forêts desquelles elles dépendent pour se nourrir. Les luttes pour les droits aux territoires et aux forêts sont donc aussi des luttes pour la souveraineté alimentaire. Autrement dit, elles sont plus fortes quand elles réussissent à incorporer de manière explicite la lutte pour la souveraineté alimentaire, quand les communautés

maintiennent, consolident ou reprennent le contrôle et la gestion communautaire de leur territoire. Ces luttes peuvent inspirer d'autres communautés, y compris celles qui n'ont pas réussi à résister à l'avancée des entreprises sur leurs territoires.

L'articulation des luttes pour les territoires avec la lutte pour la souveraineté alimentaire est urgente et nécessaire pour s'opposer à un modèle de production et de consommation dominant qui tente de faire de nous de simples consommateurs dépendants du marché et de promettre à des régions entières la voie du « développement » et de la « modernité ». La réalité est tout autre : davantage d'appauvrissement, de destruction environnementale et de misère, qui plongent l'humanité dans une crise toujours plus profonde à côté d'entreprises qui ne cessent de faire des bénéfices. Les alternatives proposées pour sortir de la crise dans la logique de ladite « économie verte » ne sont pas des alternatives parce qu'elles ne proposent pas de changements structurels ; il s'agit donc de fausses solutions.

Dans ce bulletin, nous présentons une série d'exemples de communautés qui luttent dans le monde pour les territoires et qui développent des expériences inspiratrices de gestion communautaire de forêts et d'autres biomes appartenant à la biodiversité riche et immense sur les différents continents du Sud mondial. Nous pensons que des liens et des échanges entre ces communautés et celles qui mènent des combats similaires peuvent faire avancer les luttes populaires et aider à stopper la progression de l'*agrobusiness* et de ses entreprises, pour le bien de la souveraineté alimentaire et des économies et sociétés locales/régionales. À cela s'ajoute la nécessité d'insister sur l'importance de la Campagne mondiale pour le démantèlement du pouvoir corporatif et le combat de l'impunité corporative.